

Avis voté en plénière le 12 octobre 2016

La politique française de coopération internationale dans le cadre de l'agenda 2030 du développement durable

Déclaration du groupe des personnalités qualifiées

Jacques Pasquier : « La France a salué l'adoption par les Nations-Unies de « l'agenda 2030 », elle s'est aussi félicitée de l'Accord de Paris.

Ça n'empêche pas les institutions européennes de faire, en ce moment, du chantage aux pays subsahariens pour les forcer à accepter des Accords de partenariats économiques. La France se prépare à valider le CETA, accord économique commercial global entre l'Union Européenne et le Canada.

Or ces accords ont été négociés bien avant les engagements de 2015.

Est-ce que « l'agenda 2030 du développement durable » va réellement changer les pratiques ?

Au travers d'entreprises filiales ou sous-traitantes, au mépris de la santé des populations locales, nous assistons aujourd'hui à des pratiques prédatrices de la part d'investisseurs états-uniens, français, britanniques, ou encore japonais, russes ou chinois sur les pays du Sud :

Extractions minières, accaparement de terres... certains chercheurs américains parlent de tunneling, terme qui évoque bien le siphonage de la valeur ajoutée au travers de filiales.

Différents médias se sont fait l'écho des pratiques d'Areva au Niger, ou de l'entreprise canadienne Rockgate au Mali... bauxite, or, uranium, argent, cuivre... extractions des phosphates en Tunisie, nickel en Nouvelle-Calédonie... Ces ressources naturelles deviennent souvent fléaux dans la vie des populations locales qui perdent leur vie en espérant la gagner.

Les pays concernés ont le plus souvent des capacités institutionnelles imparfaites. Mus par la volonté de se développer via ces investissements étrangers, ils sont, au final, victimes d'une prédation sur leurs ressources.

Le groupe Bolloré et ses diverses filiales sont l'objet de mises en causes par les populations, les médias, voire des procédures d'enquêtes, notamment au Cameroun en lien avec les conditions de travail de la production d'huile de palme, l'accaparement de terres, la déforestation, via une société domiciliée au Luxembourg.

En avril dernier, le siège du groupe Bolloré Africa Logistics a fait l'objet d'une perquisition dans le cadre d'une enquête sur les conditions d'octroi des concessions des ports de Conakry, en Guinée, et de Lomé, au Togo.

Pauvreté, événements climatiques, migrations, conflits : que dire ? Sinon qu'au regard des enjeux révélés en 2015, lors de la Conférence de New-York sur le Développement durable, et des engagements de la COP 21 à Paris, ceux qui n'ont pas compris qu'il faut changer, sont, et nous mettent en danger !

Il faut de nouveaux accords économiques entre les pays, portés par des investissements responsables, c'est-à-dire incluant, au-delà du profit économique, une dimension sociale et environnementale, chère à notre assemblée.

Comme représentant de la Confédération paysanne, et considérant que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel, Je voterai cet avis ».

Amewofofa Adom'Megaa : « Parce qu'aucune frontière, aucun océan, aucun mur, aucun mirador, ne peut stopper un ÊTRE persécuté et brimé par son quotidien, brimé par le poids de la vie, brimé par la misère, brimé par les tensions politiques, en bref, brisé par le désespoir que, cette saisine se devait d'aborder ces questions de coopérations avec un nouveau regard. Un regard ambitieux et surtout audacieux.

Elle se devait de tourner le dos à certaines pratiques autrefois justifiables par des décisions prises aux sorties de la colonisation, mais qui, aujourd'hui, ne peuvent plus fonctionner ainsi.

Je tiens donc à saluer la qualité du travail et les auditions menées par le rapporteur, Philippe Jahshan.

Si toutefois, il est, d'importance majeure d'inscrire les ODD dans une approche globale et une vision universelle, surtout en matière de santé, d'éducation, d'égalité Homme-Femme, cet agenda 2030 du développement durable est une belle opportunité pour proposer un vrai changement de paradigme dans la manière d'aborder la politique de coopération avec les pays du Sud.

Les enjeux sont de taille car nous savons TOUS que plusieurs facteurs tels, le réchauffement climatique, la multiplication par deux de la démographie sur certains continents comme l'Afrique dont les 2/3 seront des jeunes de moins de 30 ans, sont propices à un bouleversement très prochain de notre monde.

En effet, nous voyons bien la pression migratoire actuelle et les drames que cela engendre, en méditerranée, au Proche et au Moyen Orient. Pourtant, rien ne stoppe la volonté de ces centaines de milliers de personnes de fuir leurs pays. Ces pressions migratoires sont le fruit de tensions politiques, de persécutions, mais aussi de la pauvreté, du manque de perspectives et donc du désespoir.

Les guerres, mais aussi, le pillage des matières premières, la corruption et la mainmise d'une minorité sur les richesses, sur les moyens alloués au titre de la coopération, sont les terreaux qui conduisent à ces drames. Ces phénomènes couplés au réchauffement climatique décupleront ces mouvements de masse si nous n'en prenons la mesure maintenant et ne mettons pas en œuvre les mesures indispensables.

Toutefois, nous devons être extrêmement vigilants sur la manière de mener ces coopérations afin qu'elles bénéficient directement aux populations. C'était une des grandes difficultés de cette saisine. Trouver l'équilibre entre le respect de la souveraineté des États et la nécessité ABSOLUE d'une coopération qui doit bénéficier aux nécessiteux. La politique de coopération ne doit plus être vécue comme du paternalisme, une forme d'asservissement ou encore un outil formidable de néo colonialisme.

Pour conclure, je terminerai par ce propos de l'Homme qui a éveillé en moi la conscience de la chose publique alors que je n'étais qu'un petit homme de 4 ans, encore en Afrique à ce moment-là, Ce propos de Thomas Sankara, initialement destiné aux femmes et que j'ai volontairement détourné « *Il n'y a de révolution sociale véritable que lorsque le peuple est libéré, libéré de la misère intellectuelle, mais aussi alimentaire. Que jamais nos yeux ne voient une société où la moitié du peuple est maintenue dans la misère. J'entends le vacarme du silence de ces millions de misérables, je pressens le grondement de leur bourrasque, je sens la furie de leur révolte. J'attends et espère l'irruption féconde de la révolution dont ces populations traduiront la force et la rigoureuse justesse sorties de leurs entrailles de misérables et d'opprimés.* »

À nous donc d'écrire la suite afin que la fin soit différente...

Cette saisine s'inscrit dans cette dynamique et c'est pour cela que je la voterai ».